



Le 6 novembre 2024

# Jabalya : l'enfer sur terre

Depuis plus d'un an, le déferlement de violence de l'armée israélienne sur Gaza est insensé : plus de 43 000 Palestiniens et Palestiniennes tués dont plus de 14 000 enfants, d'après l'Unicef, sans compter les plus de 100 000 blessé-es et plus de 10 000 personnes portées disparues. Toutes les infrastructures ont été bombardées, il ne reste plus rien de Gaza.

Depuis un mois, un nouveau but semble être poursuivi, toujours en contravention avec le droit international, que l'État israélien bafoue continuellement, et dont les États occidentaux ne semblent pas beaucoup s'émouvoir non plus : l'armée génocidaire vide la partie de la bande de Gaza qui se situe **au nord de la ville de Gaza**, pour créer une "zone tampon". Une telle zone de 600 m de large existe déjà depuis près de 20 ans, en toute illégalité, tout comme le strict blocus imposé depuis 2007, mais le plan actuel semble vouloir étendre cette zone de 600 m à 6 km de large.

Problème : cette terre n'est pas "sans peuple". Elle contient des villes et des camps de réfugié-es : Jabalya, Beit Hanoun, Beit Lahia, Al Shati, Nazla, etc. Bien que cette zone ait été lourdement bombardée dès octobre 2023,

avec de nombreuses victimes civiles et bâtiments détruits, bien qu'une grande partie de la population ait évacué vers le sud où on leur avait menti en leur promettant la sécurité, une partie de la population est restée, et on trouvait 100 000 réfugié-es encore présents et présentes à Jabalya par exemple, et peut-être 400 000 dans toute cette zone.

La vie des 400 000 Palestiniennes et Palestiniens ne semble pas compter. Pour les "convaincre" de partir, l'armée a employé les moyens inhumains habituels : villes encerclées, interdiction aux convois humanitaires de rentrer, famine grandissante, manque d'eau et de médicaments,

bombardements par avions, par drones, par chars, par robots tueurs, bombardements des trois derniers hôpitaux de la zone dans lesquels se réfugient personnel médical, patients et familles déplacées, bombardements d'écoles et de refuges, bombardement de la dernière boulangerie de toute la zone... là encore contrevenant à de nombreuses dispositions du droit international.

**FREE  
PALESTINE**

**Des dizaines de milliers de personnes sont déplacées de force** (20 000 au cours de la seule journée du 18 octobre, d'après l'ONU), dont l'armée coloniale sépare les hommes qu'elle déshabille, menotte, dont elle bande les yeux, et qu'elle emmène dans des lieux inconnus.

Les scènes apocalyptiques se succèdent <sup>(1)</sup>. On estime que plus de 1 000 personnes ont été tuées par l'armée israélienne dans cette zone en moins d'un mois, avec le bombardement d'immeubles remplis de civils, 150 le 24 octobre et une centaine de plus le 29, mais il est très difficile d'avoir des chiffres précis, car les rues sont trop dangereuses pour aller chercher les cadavres sous les décombres. Cela démontre encore une fois le travail incroyable et nécessaire des derniers journalistes courageux qui réussissent à envoyer des informations, qui sont eux aussi ciblés par l'armée israélienne, au quotidien dans leur travail. Comme le rappelle le dernier communiqué intersyndical des fédérations de journalistes <sup>(2)</sup> : **au moins 143 journalistes ont été tués** dans l'exercice de leurs fonctions depuis octobre 2023, dont Hassan Hamad, journaliste de 19 ans, assassiné le 6 octobre à Jabalya, et trois autres journalistes à Al Shati le 27 octobre. Nous devons relayer leur parole le plus possible.

Pendant ce temps, le 28 octobre 2024, le parlement israélien ne trouve rien de mieux à faire que d'**interdire les activités de l'UNRWA**. Créée en 1949, l'UNRWA est une agence de l'ONU chargée des réfugié-es palestinien·nes. Si la loi est mise en application, cela aurait des conséquences dramatiques dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. L'UNRWA fournit des soins de santé, de l'éducation et une aide à des millions de Palestinien·nes. Elle joue un rôle humanitaire essentiel en plein génocide dans la bande de Gaza. Son interdiction vise également à enlever toute référence internationale au statut de « Réfugié » accordé par l'ONU à chaque descendant.es des Palestinien·nes expulsé-es en 1947-1948 et en 1967 par l'armée sioniste.

Les accusations mensongères portées par Israël mettent encore une fois en lumière le but ultime de ce régime : anéantir le peuple palestinien par tous les moyens possibles. Les armes, la famine, la privation de soins, la privation d'instruction : voilà ce qui attend les Palestinien·nes.

Les Nations Unies, l'OMS et même les USA alertent sur les conséquences dévastatrices que cela va engendrer.

**L'union syndicale Solidaires rappelle son attachement au droit international**. Nous exigeons un cessez-le-feu immédiat et pérenne en Palestine et au Liban, l'entrée de l'aide humanitaire, la fin du blocus et la reconstruction de Gaza. Nous demandons aux autorités françaises de prendre les mesures nécessaires pour **aider l'UNWRA à poursuivre et étendre ses activités** en Palestine occupée, en particulier par **des sanctions contre l'État israélien** qui bafoue l'ONU.

Les Palestinien·nes doivent pouvoir vivre dignement, comme le prévoit le droit international. Aux côtés de nos camarades Palestiniens et Palestiniennes, nous revendiquons, le droit au retour de toutes et tous les réfugié-es, la fin de la colonisation, de l'occupation et des politiques d'apartheid menées envers la population palestinienne. Déterminé-es, nous appelons à continuer et amplifier notre participation à la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) dont nous pouvons toutes et tous nous saisir<sup>(3)</sup>, ainsi qu'à toutes les manifestations de soutien au peuple palestinien !

Free Palestine ! Viva Palestina ! Tahia Falestine !

---

(1) <https://agencemediapalestine.fr/blog/2024/10/24/dans-nord-assiege-de-la-bande-de-gaza-la-mort-attend-a-chaque-coin-de-rue/>

(2) <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/communiqués/stop-a-la-guerre-et-au-ciblage-des-journalistes-au-proche-orient/>

(3) <https://bdsmovement.net/news/palestinian-trade-unions-professional-syndicates-call-for-escalating-bds-pressure>